



Ce rapport a été produit par OCHA Sud-Kivu en collaboration avec les partenaires humanitaires.

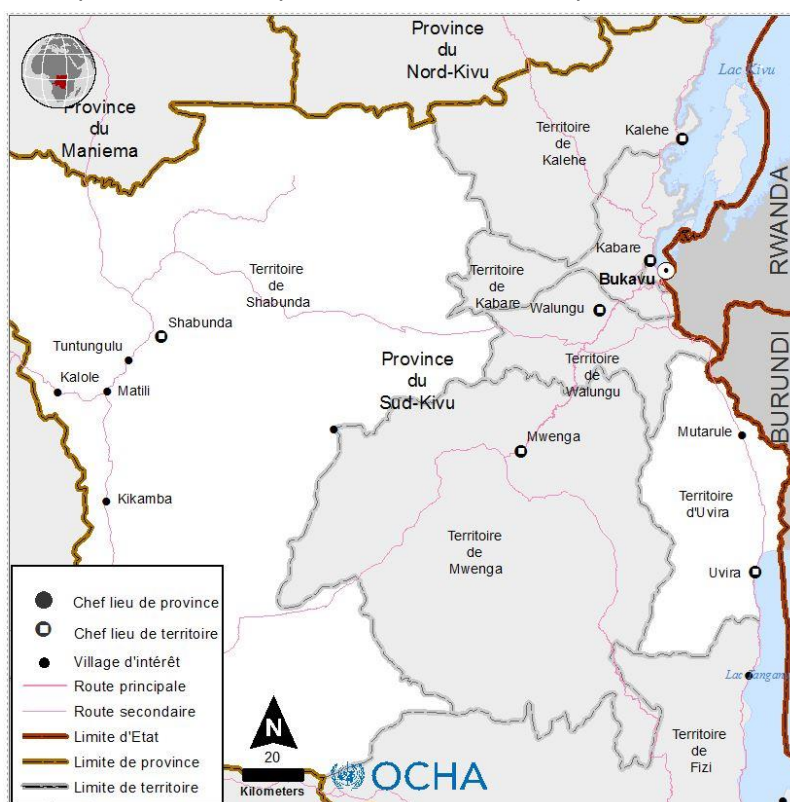
Faits saillants

- L'accès à plus de 28 000 personnes vulnérables menacé dans le sud de Shabunda
- Les activités de prévention au choléra nécessitent des ressources supplémentaires
- Fizi : plus de 2 000 ménages reçoivent des vivres pour trente jours

Aperçu de la situation

Plus de ressources et plus de temps, c'est ce qu'il faudra aux acteurs humanitaires pour accéder à la région de Matili dans le sud de Shabunda. Le pont Kisama dans la localité de Tuntungulu a cédé le 3 octobre dernier sous le poids excessif de camions commerciaux, affectant plus de 28 000 personnes vulnérables qui bénéficient des projets de santé, nutrition, protection et sécurité alimentaire. L'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), le Bureau diocésain de développement (BDD) de Kasongo et Médecins sans frontières (MSF) doivent s'adapter, ce qui nécessite plus de moyens et de temps. Réhabilité en 2014 par l'ONG ACTED avec l'appui de la Direction générale d'aide humanitaire et de la protection des civils de la Commission européenne (ECHO), le pont Kisama voit passer des camions d'environ 20 tonnes alors qu'il ne peut supporter des véhicules supérieurs à six tonnes. Avec l'appui des spécialistes de la logistique humanitaire, ACTED a initié un plaidoyer auprès des autorités provinciales pour assurer le respect du tonnage des ouvrages réhabilités par les humanitaires.

Plus d'un mois après le jugement des auteurs du massacre de 34 personnes de la communauté Bafuliru en 2014 à Mutarule, dans le Territoire d'Uvira, les tensions entre les communautés de la région restent fortes. En deux semaines, une personne de la communauté Banyamulenge a été tuée et une autre de la communauté Bafuliru grièvement blessée dans des conflits liés au vol de bétail. Plus de 8 000 personnes s'étaient déplacées lors du massacre de 2014. Leur retour s'était amorcé une année plus tard, mais plusieurs fois interrompu par la sécurité volatile. L'alignement des hommes armés derrière la cause de l'une ou l'autre des communautés complique la protection des civils dans cette région.



Sécurité alimentaire

Plus de 2 000 ménages déplacés sur l'axe Swima-Kaboke dans le nord de Fizi reçoivent depuis le 10 octobre des vivres pour 30 jours. Organisée par l'ONG World Vision avec l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM), cette distribution intervient après la foire aux articles ménagers essentiels que la Fondation AVSI et l'ONG International Rescue Committee (IRC) avaient organisée en septembre dernier pour les mêmes bénéficiaires. Entre janvier et juin, des affrontements entre groupes armés et les opérations militaires subséquentes avaient contraint certains habitants de la région nord de Fizi à se déplacer. L'insécurité qui s'en est suivie ne permet plus à

ces déplacés d'accéder à leurs moyens de subsistance habituels. Par ailleurs, ces déplacés ont perdu leurs articles ménagers qui ont été pillés par les belligérants, abandonnés ou volés pendant le déplacement.

En septembre, l'ONG Action sociale et d'organisation paysanne (ASOP) a distribué plus de 82 tonnes de vivres à 2 000 ménages vulnérables du Groupement de Kalonge dans le sud de Kalehe. Il s'agit notamment des déplacés arrivés du Territoire frontalier de Kabare entre 2015 et mars 2016 fuyant les affrontements entre deux factions de la milice Raiya Mutomboki. Intervenant après la distribution de semences maraichères et vivrières organisée en août, cette distribution permettra à ces ménages de se nourrir pendant un mois en attendant les premières récoltes prévues pour la fin du mois d'octobre.



Compte tenu des ressources limitées, les activités de prévention au choléra dans les Zones de santé de Fizi et Uvira sont insuffisantes face à l'ampleur de la flambée des cas depuis juin. L'arrivée de la saison des pluies depuis septembre correspond généralement à une période de pic du nombre des cas de choléra. Actuellement à Uvira, aucun point de chloration n'est mis en place tandis que la situation en exige environ une cinquantaine selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette zone de santé enregistre régulièrement plus de 25 cas de choléra par semaine, ce qui dépasse son seuil épidémique. La situation est similaire dans la Zone de santé de Fizi où les points de chloration d'eau existants ne couvrent pas l'ensemble des quartiers de provenance des malades. En plus des deux Zones de santé, celle de Kimbi-Lulenge se trouve également en épidémie, mais dispose de suffisamment d'activités de prévention. **Chaque mois**, au Sud-Kivu, les Zones de santé endémiques enregistrent en moyenne 439 cas de choléra.

Chiffres clés

7 000 490

Habitants
(dénombrement
sanitaire 2016)

377 000

Déplacés internes
au 30 juin 2016

27 757

Réfugiés Burundais
arrivés à partir d'avril
2015

23%

Taux d'accès aux
toilettes hygiéniques

58%

Taux d'accès à l'eau
potable

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Tobias Schuldt, Chef de Sous-Bureau, OCHA Sud-Kivu, schuldt@un.org, Cel : +243817061207

Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu nama@un.org, Cel : +243817061233

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, Cel : +243970003750

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur www.unocha.org; www.reliefweb.int; ou <http://rdc.humanitarianresponse.info>
Afin de recevoir (ou ne plus recevoir) ce rapport de situation, veuillez envoyer un courriel à nama@un.org